



NICARAGUA - La farce et la tragédie se jouent en simultané

Par [Hélène Roux](#)

Mondialisation.ca, 01 novembre 2018

[La Lettre de l'IHEAL-CREDA](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

En avril 2018, après des négociations entre le gouvernement, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) - représentant les grandes entreprises - et des syndicats sandinistes - mais sans participation de représentants des petites et moyennes entreprises - le gouvernement de Daniel Ortega annonce, le 16 avril, une réforme du système des retraites, dont la publication officielle intervient le 18 avril. La réforme a déclenché d'importantes manifestations qui se prolongent malgré la révocation de la réforme par le président Ortega dimanche 22 avril. Fin juin, on dénombre déjà plus de 200 morts. Si DIAL a documenté régulièrement les dérives du gouvernement Ortega durant les dernières années [1], il ne s'est pas encore fait l'écho des manifestations qui ont débuté le 18 avril. Au vu de la complexité des événements, de la multitude des acteurs impliqués, et des évolutions toujours en cours, nous attendions que le temps passé permette de faire émerger des analyses à la fois complètes et multidimensionnelles. Si nous n'en sommes pas encore là, il nous a semblé judicieux de publier déjà un premier texte sur le sujet. La parution dans la [Lettre de l'IHEAL-CREDA n° 23](#) (novembre 2018) de cet édito d'Hélène Roux, chercheuse associée au centre de recherche Développement et Sociétés de l'Université Panthéon-Sorbonne, nous en donne l'occasion. L'autrice est spécialiste du Nicaragua sur lequel elle a notamment rédigé sa thèse de doctorat.

« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce [2]. » Cette affirmation de Karl Marx, souvent plaquée sur des situations très diverses (ce qui, peut-être, en confirme la justesse), a sa place pour décrire la situation au Nicaragua. Non pas pour comparer deux époques - celle du renversement d'une dictature par de jeunes révolutionnaires sandinistes et celle du pouvoir actuel éreinté par un vieux despote - mais au contraire pour l'appliquer à une actualité brûlante où tragédie et farce se jouent en simultané. Et même pour retourner la citation : au Nicaragua, la farce du pouvoir a engendré une tragédie, qui se joue devant les yeux assez distraits de l'opinion publique internationale.

Il est vrai que même ceux qui suivaient attentivement l'évolution politique du pays et en mesuraient les dérives, ont été abasourdis par l'escalade vertigineuse d'une violence policière létale qui, à partir de la mi-avril, a révélé la brutalité du pouvoir en place. En effet, le nombre élevé de victimes mortelles et de blessés enregistré dès les premiers jours avait de quoi susciter l'incrédulité dans un pays présenté de manière assez unanime comme le

« plus sûr de la région ». Il est vrai que, jusqu'alors, le Nicaragua apparaissait comme un havre de paix, comparé au Honduras voisin où, quelques mois auparavant, la violente crise post-électorale s'était soldée par environ quarante morts. Face à la redoutée Police militaire de l'ordre public (PMOP) ou les unités d'élites Cobras honduriennes, la police nationale nicaraguayenne semblait composée de « *good guys* », juste un peu indolents lorsque les troupes motorisées de la jeunesse sandiniste – que d'aucuns auront perçu comme des *boys scouts* un peu excités – agressaient systématiquement les manifestations d'opposants, si réduit que soit leur nombre.

Les raisons qui ont précipité massivement les gens dans la rue s'expliquent sans doute moins par la lassitude face à ces pratiques que par l'identification aux personnes attaquées. Dans les personnes âgées molestées par des individus casqués, de nombreux étudiants ont vu le spectacle d'un grand parent humilié avec qui se solidariser. Dans la chasse aux jeunes qui s'est engagée les jours suivants à balles réelles, nombreux sont ceux qui ont vu un enfant, un frère, une sœur en danger. Les anciens maltraités mais surtout la jeunesse sous les balles sont autant d'images qui ont réveillé de terribles souvenirs : ceux de la sanglante dictature somoziste pour les plus âgés, mais aussi celui du conflit interne des années 1980. S'il ne faut bien sûr jamais oublier combien celui-ci a été attisé par les États-Unis, il n'empêche que sur le terrain, les cercueils de jeunes gens revenant des fronts de guerre ont pesé sur les votes – en particulier ceux des mères – qui, en 1990, ont mis fin à l'expérience révolutionnaire sandiniste.

Dans cette perspective, il est difficilement compréhensible que la vieille garde du Front sandiniste, restée fidèle à Daniel Ortega, n'ait pas mesuré l'indignation immense qui s'est emparé de la population, lorsque le 30 mai (jour de la fête des mères au Nicaragua), quinze personnes tombaient frappées par les balles de francs-tireurs au terme d'une marche convoquée précisément en honneur aux mères des premières victimes de la répression (près de 80 à ce moment). Quinze jours avant, le 16 mai, lors de l'ouverture du dialogue national, on a pu se demander si l'on n'était pas l'objet d'une hallucination, lorsque le président Ortega a débuté son allocution en déplorant 53 morts survenues deux jours plus tôt... à Gaza ! Poursuivant dans une attitude de déni absolu, le chef d'État a attribué les événements locaux à l'intervention de « forces diaboliques » et finalement mis en doute la véracité de l'existence de victimes mortelles. *Ipsa facto*, une étudiante s'est levée pour égrener un à un, soixante noms, salués chacun par un vibrant « *presente !* » repris en chœur par le reste de ses camarades.

Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres de la construction par le pouvoir et ses soutiens, de ce qu'il faut bien appeler une « post-vérité » ou encore « une version alternative des faits » et à ce titre, ce n'est peut-être pas par hasard que Daniel Ortega, pendant onze ans très parcimonieux dans ses déclarations à la presse, ait choisi pour reprendre l'offensive médiatique, la chaîne préférée de Donald Trump, un spécialiste en la matière. Sur Fox News, donc, le président nicaraguayen qualifie de bandes payées par le trafic de drogue et le crime organisé, les groupes civils armés qui sillonnent le pays, tirent à vue sur une population terrorisée et se livrent à la séquestration de personnes (principalement des jeunes) qu'on retrouve (ou pas) dans les locaux de la Direction d'aide judiciaire. Ce lieu également connu sous le nom d'El Chipote a survécu à la chute de la dictature somoziste (1942-1979) qui y enfermait également ses opposants.

Quelques jours plus tard, sur Telesur, ces hommes en armes (appelons-les sans euphémisme, paramilitaires) sont des mercenaires au service des États Unis... enfin sur CNN, France 24 et Euronews, ils se sont mutés tour à tour en « citoyens qui se défendent de

hordes de vandales » et en « policiers volontaires ». Toutefois, les langues commencent à se délier, notamment à l'occasion de l'expulsion de partisans du régime de terres qui leur avaient été promises en échange de prêter main forte à la police et faire le coup de feu contre les barricades qui, de la fin mai à la mi-juillet avaient été érigées par les habitants aussi bien en signe de protestation que pour protéger leurs quartiers de l'incursion meurtrière de ces sbires semeurs de mort.

De ses employés publics et de ses affidés, le pouvoir a exigé de ne rien négliger pour endiguer une indignation populaire qui, face à la répression, a dépensé des trésors d'inventivité pour se rendre visible. Ainsi, sur les réseaux sociaux, des vidéos filmées par des habitants hilares ont montré des hommes lourdement armés peinant à écraser rageusement des milliers de ballons de baudruche bleus et blancs (couleur du drapeau national) lâchés au petit matin dans les rues de plusieurs villes et villages.

Contrairement à ce que tentent de faire croire les autorités, la rébellion actuelle tient moins de la revendication sociale ou du calcul politique de partis d'opposition depuis longtemps marginalisés que du rejet absolu de pratiques perçues comme une intolérable intromission dans la vie quotidienne des personnes. En témoignent les réactions ulcérées de la population au spectacle de doña Coquito, 78 ans, brutalement embarquée par la police alors qu'elle distribuait de l'eau aux manifestants ou l'initiative de don Alex, qui parcourt le pays en courant pour réclamer la libération des détenus politiques.

En participant au dialogue national (aujourd'hui interrompu), les étudiants ont en quelque sorte mis le pied en travers d'une porte que le gouvernement comptait bien maintenir fermée pour négocier en privé avec son principal allié, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Toutefois, force est de constater qu'avant le 19 avril, rien ne les préparait à assumer le rôle de cristalliser l'indignation d'une si grande partie de la population. La répression disproportionnée exercée par le gouvernement a, en quelque sorte, réussi là où bien des stratégies politiques ont échoué : rapprocher des organisations comme les groupes féministes et LGBT, le mouvement paysan ou les associations de commerçants que, jusqu'à présent, peu de choses prédisposaient à se rencontrer et encore moins à faire cause commune.

Il semble opportun de rappeler que c'est à peu près au même moment où en France, on s'émouvait de l'attaque de nervis d'extrême droite à l'université de Montpellier que débutaient les événements au Nicaragua. Au-delà de la situation tragique qu'ils ont engendrée, si l'on devait reconnaître à cette violence et à la répression une seule (et incontestable) « fonction », c'est celle d'avoir contribué à la prise de conscience de toute une génération qui, détournant le slogan « Patrie libre ou mourir » jadis prôné par leurs aînés, se sont donné pour tâche d'œuvrer à l'édification d'une « patrie libre ... et vivre ».

► **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3468.**

► Source (français) : [La Lettre de l'IHEAL-CREDA n° 23](#) (novembre 2018), 26 octobre 2018. Reproduction autorisée par l'autrice le 30 octobre 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la source originale (La Lettre de l'IHEAL-CREDA) et l'une des adresses internet de l'article.

[1] Voir notamment DIAL 3393 – « [NICARAGUA – Une nouvelle carte sur la table : le Non massif du peuple](#) » et 3453 – « [NICARAGUA – Les dilemmes de cet « autre temps »](#) ».

[2] Karl Marx, « Le 18 brumaire de L. Bonaparte », 1851. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum3.htm>.

La source originale de cet article est [La Lettre de l'IHEAL-CREDA](#)
Copyright © [Hélène Roux](#), [La Lettre de l'IHEAL-CREDA](#), 2018

Articles Par : **[Hélène Roux](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca